

ECOBUSINESS

PME - TPE - STARTUP

24 Février 2025

www.lodj.ma



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST



Classe moyenne en danger : Pourquoi elle n'a pas profité de la croissance ?

Une croissance inégale qui exclut la classe moyenne
Pression économique, fiscalité et inflation : les nouveaux
pièges du déclassement
Quelles solutions pour sauver la classe moyenne
marocaine ?

SCAN ME



REALLY GREAT SITE

REALLY GREAT SITE

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

L'edj
R212

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

SOMMAIRE

HCP : LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LE NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES 2022-20233

CLASSE MOYENNE EN DANGER : POURQUOI ELLE N'A PAS PROFITÉ DE LA CROISSANCE ?

DÉPENSES DES MÉNAGES MAROCAINS : PLUS POUR SE NOURRIR, MOINS POUR VIVRE

POURQUOI LA VILLE N'OFFRE-T-ELLE PLUS DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ?

REVENUS DES MAROCAINS : UN ÉCART QUI SE CREUSE ENTRE RICHES ET PAUVRES

PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE : UN RECUL ENCOURAGEANT MAIS INÉGAL

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE AU MAROC : ENJEUX, INÉGALITÉS ET IMPACT DES LOIS DE FINANCES 2024-2025

DEEPSEEK : L'IA CHINOISE QUI FAIT TREMBLER L'OCCIDENT

AIRBAGS DÉFECTUEUX : CITROËN, VOLKSWAGEN ET NISSAN AU CŒUR D'UN SCANDALE

AGENZ.MA LANCE ZAINA : LE NOUVEL AGENT IMMOBILIER IA AVEC UNE DOSE D'HUMOUR !

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

الرسالة
ARRISSALA. SA

Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 24 FÉVRIER 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



HCP : les résultats de l'enquête nationale sur le niveau de vie des ménages 2022-2023

Le Haut-Commissariat au Plan a mené une Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages entre mars 2022 et mars 2023 auprès d'un échantillon de 18000 ménages, représentatif des catégories socioéconomiques et de toutes les régions du Royaume. Cette enquête de structure, qui fait suite à une enquête similaire en 2014 et une enquête partielle en 2019, fournit une vision actualisée des dynamiques socio-économiques qui caractérisent la société marocaine.

Plusieurs tendances majeures se dégagent :

1. Amélioration globale du niveau de vie, mais creusement des inégalités

La dépense annuelle moyenne par ménage a augmenté de 76 317 DH (2014) à 83 713 DH (2022), soit une progression de 1,1% par an en moyenne, mais avec un ralentissement (-3,1% entre 2019 et 2022).

L'indice de Gini, qui mesure les inégalités de revenu, s'est creusé de 39,5% en 2014 à 40,5% en 2022, après une amélioration temporaire à 38,5% en 2019.

La classe moyenne semble être la grande perdante : entre 2014 et 2022, son niveau de vie n'a progressé que de 0,8% par an, bien en dessous des 1,1% des 20% les plus pauvres et des 1,4% des 20% les plus riches.

2. Évolution des dépenses des ménages : plus pour les besoins essentiels, moins pour les loisirs

Hausse des dépenses alimentaires (de 37% en 2014 à 38,2% en 2022) et du logement/énergie (de 23% à 25,4%).

Forte baisse des dépenses de loisirs et culture (de 1,9% à 0,5%), ainsi que du transport et des équipements ménagers.

Cette réallocation des budgets suggère une pression financière accrue, où les ménages priorisent les besoins fondamentaux au détriment des loisirs et du bien-être.

3. Un recul global de la pauvreté, mais une vulnérabilité en hausse

La pauvreté absolue a reculé de 4,8% en 2014 à 3,9% en 2022, avec une amélioration marquée en milieu rural (de 9,5% à 6,9%).

En revanche, en milieu urbain, la pauvreté est en hausse, passant de 1,6% en 2014 à 2,2% en 2022.

La vulnérabilité économique a augmenté, atteignant 12,9% en 2022 contre 7,3% en 2019, notamment en milieu urbain (de 7,9% en 2014 à 9,5% en 2022).

Une nouvelle tendance se dessine : près de la moitié des personnes vulnérables (47,2%) vivent désormais en ville, contre 36% en 2014.



4. Un revenu moyen marqué par des écarts considérables entre villes et campagnes

- Le revenu annuel moyen des ménages est de 89 170 DH en 2022, mais avec une forte disparité : 103 520 DH en milieu urbain contre 56 047 DH en milieu rural.
- Au niveau individuel, le revenu moyen par personne est de 21 949 DH, mais reste 2,1 fois plus élevé en ville (26 988 DH) qu'en milieu rural (12 862 DH).
- Près de 72% des ménages marocains ont un revenu inférieur à cette moyenne, et cette proportion grimpe à 85% en milieu rural.

5. La pauvreté multidimensionnelle en forte baisse, mais des poches persistantes

- La pauvreté multidimensionnelle a chuté de 9,1% en 2014 à 5,7% en 2022, avec une amélioration spectaculaire en milieu rural (de 19,4% à 11,2%).
- Toutefois, certaines régions restent fortement touchées, notamment Béni Mellal-Khénifra (11,6%) et Fès-Meknès (10,4%), qui concentrent 40% des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle.

De cette enquête nationale sur le niveau de vie des ménages 2022-20233, il en ressort que structurellement le niveau de vie des ménages s'améliore, sans que cette dynamique ne s'accompagne d'une réduction des inégalités.

Les politiques de filets sociaux ont un impact tangible sur la réduction de la pauvreté, mais la vulnérabilité des couches sociales non ciblées par ces politiques, augmente. Ainsi, la part des ménages avec un risque de déclassement vers la pauvreté s'élargit, et, pour la première fois, concerne autant les milieux urbains que ruraux.

Le niveau de vie a nettement progressé entre 2014 et 2019, avec une décélération entre 2019 et 2022, période Covid

Entre 2014 et 2022, la dépense annuelle moyenne par ménage est passée de 76 317 DH à 83 713 DH à l'échelle nationale correspondant à 95 386 DH en milieu urbain et à 56 769 DH en milieu rural.

Ramenée à l'échelle individuelle, la dépense annuelle moyenne par personne est passée de 15 876 DH en 2014 à 20 658 DH en 2022. Elle a ainsi progressé, aux prix constants, à un taux annuel moyen de 1,1% entre 2014 et 2022, passant de 3,1% entre 2014 et 2019 à -3,1% entre 2019 et 2022.

Des changements significatifs dans la consommation des ménages : plus de charges pour l'alimentation, moins de dépenses de loisirs

Concernant les dépenses dans le budget total des ménages, la part des dépenses alimentaires a augmenté de 37% en 2014 à 38,2% en 2022 ; les dépenses d'habitation et d'énergie sont passées de 23% à 25,4% ; les dépenses d'hygiène de 2,7% à 3,9% et les dépenses de communication de 2,2% à 2,6%.

En revanche, les dépenses de soins de santé ont diminué de 6,1% à 5,9% ; les dépenses de transport ont baissé de 7,1% à 5,8% ; les dépenses d'équipements ménagers sont passées de 3,2% à 2,3% et les dépenses de loisirs et culture de 1,9% à 0,5%.

Les inégalités sociales se creusent avec une stabilité des inégalités territoriales entre 2014 et 2022

Le niveau de vie des 20% les moins aisés a annuellement progressé de 1,1% entre 2014 et 2022. Cette progression résulte d'une amélioration de 3,9% entre 2014 et 2019, et d'une baisse du niveau de vie de -4,6% entre 2019 et 2022.

Pour les 20% les plus aisés, le niveau de vie a annuellement progressé de 1,4% entre 2014 et 2022, une amélioration marquée de 2,8% entre 2014 et 2019, mais avec une régression de -1,7% entre 2019 et 2022.

Quant à la catégorie sociale intermédiaire, son niveau de vie a progressé de 0,8% entre 2014 et 2022, avec une progression de 3,3% entre 2014 et 2019 et une régression de -4,3% entre 2019 et 2022.

Les couches les plus pauvres et les plus riches ont vu globalement leur niveau de vie progresser alors que la classe moyenne n'a pas pu autant bénéficier ni des fruits de la croissance ni des politiques de redistribution. Dans ce contexte, les inégalités du niveau de vie, mesurées par l'indice de Gini, se sont creusées entre 2014 et 2022, passant de 39,5% à 40,5%, après avoir enregistré une diminution à 38,5% en 2019.

Par ailleurs, les disparités entre les milieux urbain et rural, mesurées par le rapport entre le niveau de vie moyen des citadins et celui des ruraux, sont restées stables à 1,9 fois entre 2014 et 2022, après avoir été réduit à 1,8 fois en 2019.

La pauvreté absolue a globalement reculé entre 2014 et 2022

Le taux de pauvreté absolue a globalement reculé entre 2014 et 2022, passant de 4,8% à 3,9% après avoir atteint un taux de 1,7% en 2019.

La même tendance est observée en milieu rural, avec une baisse du taux de pauvreté, passant de 9,5% en 2014 à 6,9% en 2022. En revanche, en milieu urbain, la pauvreté a enregistré une légère hausse, de 1,6% en 2014 à 2,2% en 2022.

Au total, l'effectif de la population pauvre au niveau national est de 1,42 million en 2022, dont 512 mille en milieu urbain et 906 mille dans le rural. En 2022, Cinq régions présentent un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale (3,9%) : Fès-Meknès (9%), Guelmim-Oued Noun (7,6%), Béni Mellal-Khénifra (6,6%), Darâa-Tafilalet (4,9%) et L'Oriental (4,2%).

La vulnérabilité devient de plus en plus prégnante en milieu urbain

La vulnérabilité à la pauvreté renseigne sur le risque de basculer dans la pauvreté si des filets de sécurité ne protègent pas des chocs économiques et sociaux.



Classe moyenne en danger : Pourquoi elle n'a pas profité de la croissance ?

Une croissance inégale qui exclut la classe moyenne

Pression économique, fiscalité et inflation : les nouveaux pièges du déclassement

Quelles solutions pour sauver la classe moyenne marocaine ?

Si le niveau de vie des ménages marocains s'est globalement amélioré entre 2014 et 2022, une catégorie sociale semble avoir été laissée pour compte : la classe moyenne. Coincée entre une frange plus pauvre bénéficiant de filets sociaux et une élite économique plus résiliente, la classe moyenne marocaine voit son niveau de vie stagner et ses perspectives d'ascension sociale s'éroder. Comment expliquer cette situation ? Quels en sont les impacts et les pistes de solutions ?

Un enrichissement global... mais inégal

Selon les données de l'enquête nationale du Haut-Commissariat au Plan (HCP), la dépense annuelle moyenne par ménage a augmenté de 76 317 DH en 2014 à 83 713 DH en 2022, ce qui, ramené aux prix constants, correspond à une croissance moyenne de 1,1% par an. Toutefois, cette moyenne masque d'importantes disparités.

Entre 2014 et 2022, le niveau de vie des 20% les plus pauvres a progressé de 1,1% par an, grâce notamment aux politiques de redistribution ciblées. Dans le même temps, les 20% les plus riches ont vu leur niveau de vie croître de 1,4% par an, portés par des opportunités économiques et la hausse des actifs financiers. En revanche, la classe moyenne, qui constitue l'épine dorsale de l'économie nationale, n'a connu qu'une progression de 0,8% par an, bien inférieure aux autres catégories.

Pire encore, entre 2019 et 2022, période marquée par la pandémie de Covid-19 et ses effets économiques, le niveau de vie de la classe moyenne a chuté de -4,3%, une baisse plus sévère que celle des plus riches (-1,7%) et presque aussi forte que celle des plus pauvres (-4,6%).

L'une des explications majeures de cette stagnation réside dans l'augmentation des dépenses contraintes. L'enquête révèle que la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages est passée de 37% en 2014 à 38,2% en 2022, tandis que les dépenses de logement et d'énergie ont bondi de 23% à 25,4%. Ces hausses se sont faites au détriment des dépenses de loisirs et culture, qui ont chuté de 1,9% à 0,5%, illustrant une perte de pouvoir d'achat et une réallocation des ressources vers les besoins essentiels.

De plus, les revenus salariaux, principale source de revenus de la classe moyenne (35% du revenu total des ménages), n'ont pas suivi le rythme de l'inflation, accentuant ainsi l'érosion du pouvoir d'achat. Cette situation contraste avec les revenus des ménages les plus aisés, souvent diversifiés et incluant des rentes foncières ou des investissements financiers plus résilients face aux crises.

Contrairement aux populations les plus vulnérables, qui bénéficient de programmes d'aides directes et d'assistance sociale, la classe moyenne ne fait l'objet d'aucune politique de soutien spécifique. Pourtant, elle joue un rôle fondamental dans la consommation intérieure et la dynamique économique du pays.

L'indice de Gini, qui mesure les inégalités, a progressé de 39,5% en 2014 à 40,5% en 2022, confirmant un creusement des écarts de richesse. Cette détérioration sociale expose une frange croissante de la classe moyenne au risque de déclassement, c'est-à-dire de basculement vers une situation de précarité économique.



Classe moyenne en danger : Pourquoi elle n'a pas profité de la croissance ?

Une croissance inégale qui exclut la classe moyenne
Pression économique, fiscalité et inflation : les nouveaux pièges du déclassement
Quelles solutions pour sauver la classe moyenne marocaine ?

Quelles solutions pour préserver la classe moyenne ?

Face à ce constat préoccupant, plusieurs pistes d'actions peuvent être envisagées :

Réduction de la pression fiscale : L'adoption d'une fiscalité plus favorable aux classes moyennes, notamment par des allègements sur l'impôt sur le revenu et la TVA sur les produits de base, pourrait atténuer l'impact de l'inflation.

Soutien au pouvoir d'achat : L'indexation des salaires à l'inflation, combinée à des subventions ciblées pour les dépenses essentielles (logement, éducation, santé), permettrait de stabiliser le niveau de vie des ménages.

Encouragement de l'épargne et de l'investissement : Développer des mécanismes incitatifs pour l'épargne et l'investissement des classes moyennes (fonds de pension attractifs, facilités d'accès au crédit immobilier) contribuerait à renforcer leur résilience économique.

Développement de services publics accessibles : L'amélioration de l'offre de services publics (éducation, santé, transport) permettrait de réduire le coût de la vie et de garantir à la classe moyenne un accès équitable aux opportunités sociales.

Encouragement de l'entrepreneuriat : Des dispositifs de financement et d'accompagnement pour les entrepreneurs issus de la classe moyenne offriraient de nouvelles perspectives économiques et renforceraient l'indépendance financière de cette frange de la population.



L'avenir de la classe moyenne marocaine est aujourd'hui en péril.

Alors qu'elle constitue le socle de la stabilité économique et sociale, elle peine à tirer profit des dynamiques de croissance et reste vulnérable aux crises économiques.

Si des mesures structurelles ne sont pas rapidement mises en place, le Maroc risque de voir sa classe moyenne s'éroder, avec des conséquences majeures sur la consommation, l'investissement et la cohésion sociale.



Dépenses des ménages marocains : Plus pour se nourrir, moins pour vivre

L'évolution des dépenses des ménages marocains entre 2014 et 2022 révèle une tendance préoccupante : une augmentation des charges essentielles (alimentation, logement, énergie), couplée à une réduction des dépenses liées au bien-être, à la culture et aux loisirs. Cette mutation des habitudes de consommation traduit un resserrement budgétaire qui témoigne d'un affaiblissement du pouvoir d'achat des ménages, en particulier au sein de la classe moyenne. Comment cette reconfiguration des priorités impacte-t-elle l'économie et quelles en sont les implications à long terme ?

L'enquête nationale du Haut-Commissariat au Plan (HCP) souligne une augmentation des dépenses incompressibles au sein du budget des ménages.

La part des dépenses alimentaires est passée de 37% en 2014 à 38,2% en 2022. Cette hausse, bien que modérée, illustre une pression inflationniste sur les produits de base, notamment les céréales, les huiles et les produits laitiers.

Les dépenses liées au logement et à l'énergie ont également progressé, passant de 23% en 2014 à 25,4% en 2022, conséquence directe de la hausse des loyers et du coût des services publics.

Les dépenses d'hygiène ont suivi une trajectoire similaire, passant de 2,7% à 3,9%, probablement sous l'effet de la crise sanitaire de 2020 qui a renforcé les besoins en produits d'hygiène et de prévention.

Cette réaffectation des budgets vers les besoins primaires s'est faite au détriment des dépenses liées au confort et à la qualité de vie.

Une augmentation des dépenses vitales au détriment du bien-être

Loisirs et culture sacrifiés : une conséquence directe de l'inflation

Comment la hausse des prix reconfigure le budget des ménages marocains ?

Un recul spectaculaire des dépenses discrétionnaires

À l'inverse, certaines catégories de dépenses ont connu un effondrement inquiétant, traduisant une dégradation des conditions de vie et un arbitrage budgétaire défavorable aux loisirs et à l'éducation :

Les dépenses de loisirs et culture ont chuté de 1,9% en 2014 à 0,5% en 2022, un effondrement de près de 75%. Cette tendance révèle une restriction drastique des dépenses non essentielles et un repli sur les besoins primaires.

Les dépenses de transport sont passées de 7,1% à 5,8%, illustrant une probable baisse de mobilité des ménages, liée notamment à l'augmentation du coût des carburants et des transports en commun.

Les dépenses en équipements ménagers ont également reculé, passant de 3,2% à 2,3%, signe d'un ralentissement du renouvellement des biens durables, essentiel à la croissance du secteur industriel.

Même les dépenses de santé, pourtant cruciales, ont enregistré une diminution, passant de 6,1% à 5,9%, ce qui peut indiquer un accès plus difficile aux soins en raison de leur coût élevé.

Dépenses des ménages marocains : Plus pour se nourrir, moins pour vivre

Un modèle de consommation sous tension

Cette réallocation budgétaire met en lumière une forme de précarisation silencieuse, où la part croissante des dépenses contraintes réduit la marge de manœuvre des ménages.

Plusieurs facteurs expliquent cette transformation :

L'érosion du pouvoir d'achat sous l'effet de l'inflation, notamment sur les produits alimentaires de base.

L'augmentation du coût du logement et de l'énergie, qui capte une part plus importante des revenus.

L'absence d'ajustement des salaires à la hausse du coût de la vie, en particulier pour la classe moyenne.

Les effets de la pandémie de Covid-19, qui ont exacerbé la fragilité financière des ménages, contraignant leurs choix de consommation.

Si cette tendance se maintient, elle pourrait affecter plusieurs secteurs économiques, notamment ceux liés aux loisirs, à l'équipement et aux services non essentiels.

QUELLES SOLUTIONS POUR REDONNER DU SOUFFLE AUX MÉNAGES ?

Afin de rééquilibrer la structure des dépenses et préserver le pouvoir d'achat des familles marocaines, plusieurs pistes peuvent être envisagées :

Encadrer l'inflation alimentaire en renforçant la régulation des prix des produits de base et en développant des mécanismes de soutien aux agriculteurs pour limiter la volatilité des prix.

Instaurer un plafonnement des loyers dans les zones urbaines à forte tension immobilière afin de limiter la pression exercée par le logement sur les revenus des ménages.

Développer un soutien direct au pouvoir d'achat, notamment via une revalorisation des salaires minimums et une baisse ciblée de la TVA sur les produits de première nécessité.

Faciliter l'accès aux soins en renforçant la couverture médicale universelle et en subventionnant les médicaments essentiels pour les ménages les plus fragiles.

Soutenir les secteurs du loisir et de la culture, en favorisant l'accès aux infrastructures publiques (musées, bibliothèques, centres culturels) à des tarifs subventionnés.

L'évolution des dépenses des ménages marocains traduit une tension économique accrue, où les besoins primaires prennent progressivement le pas sur les dépenses de confort et de bien-être. Si cette dynamique se poursuit, elle pourrait conduire à une réduction de la qualité de vie des Marocains et freiner la croissance de secteurs clés comme le transport, la culture et l'équipement.

Face à cette réalité, les politiques publiques doivent être repensées pour alléger la pression économique sur les ménages et rétablir un équilibre entre dépenses contraintes et dépenses discrétionnaires. La capacité des familles à consommer librement est un pilier fondamental du dynamisme économique, et sa préservation constitue un enjeu majeur pour le Maroc des prochaines années.

Pauvreté et vulnérabilité : Pourquoi la ville n'est plus un refuge ?



Traditionnellement, les villes ont toujours été perçues comme des pôles d'opportunités économiques et sociales, attirant des populations en quête de meilleures conditions de vie. Pourtant, l'enquête du Haut-Commissariat au Plan (HCP) révèle une réalité inquiétante : la pauvreté urbaine progresse et la vulnérabilité y devient plus marquée. En 2022, près de la moitié des personnes vulnérables (47,2%) vivaient en milieu urbain, contre seulement 36% en 2014.

Pourquoi la ville n'est-elle plus un refuge contre la pauvreté ? Quels facteurs expliquent cette tendance, et quelles solutions envisager ?

Contrairement aux attentes, la pauvreté urbaine n'a pas reculé, mais s'est aggravée :

Le taux de pauvreté absolue en ville a augmenté de 1,6% en 2014 à 2,2% en 2022, une tendance qui contraste avec le recul de la pauvreté en milieu rural (de 9,5% à 6,9%).

La vulnérabilité économique a progressé en ville, passant de 7,9% en 2014 à 9,5% en 2022.

Au total, 2,24 millions de Marocains vivant en milieu urbain sont économiquement vulnérables, une proportion en nette augmentation.

Pourquoi la ville n'offre-t-elle plus de sécurité économique ?

L'augmentation du coût de la vie

La hausse des prix du logement, de l'énergie et des services essentiels pèse fortement sur les ménages urbains.

Les dépenses en logement et énergie sont passées de 23% du budget des ménages en 2014 à 25,4% en 2022, réduisant ainsi leur marge de manœuvre pour d'autres dépenses essentielles.

Contrairement aux zones rurales, où l'autosuffisance alimentaire reste une option, les ménages urbains sont dépendants du marché et subissent de plein fouet la hausse des prix des produits de base.

Une précarisation du marché du travail

Le marché du travail urbain ne parvient plus à absorber la main-d'œuvre en quête d'emplois stables.

La prédominance du secteur informel, qui concerne près de 60% des actifs urbains, expose les travailleurs à l'absence de protection sociale et à des revenus instables.

L'augmentation du chômage, notamment chez les jeunes et les diplômés, limite l'accès à des emplois stables, aggravant le phénomène du déclassement social.

Des filets sociaux insuffisants pour la classe moyenne inférieure

Contrairement aux ménages ruraux, qui bénéficient davantage des programmes de soutien gouvernementaux, la classe moyenne inférieure urbaine est souvent "trop riche" pour bénéficier des aides sociales et trop pauvre pour épargner.

Les transferts publics et privés représentent 22,8% du revenu total en ville, contre 15,1% en milieu rural, mais ces aides restent insuffisantes pour faire face à l'augmentation du coût de la vie.

L'absence de dispositifs de soutien ciblés pour les ménages urbains fragiles accentue leur précarité.

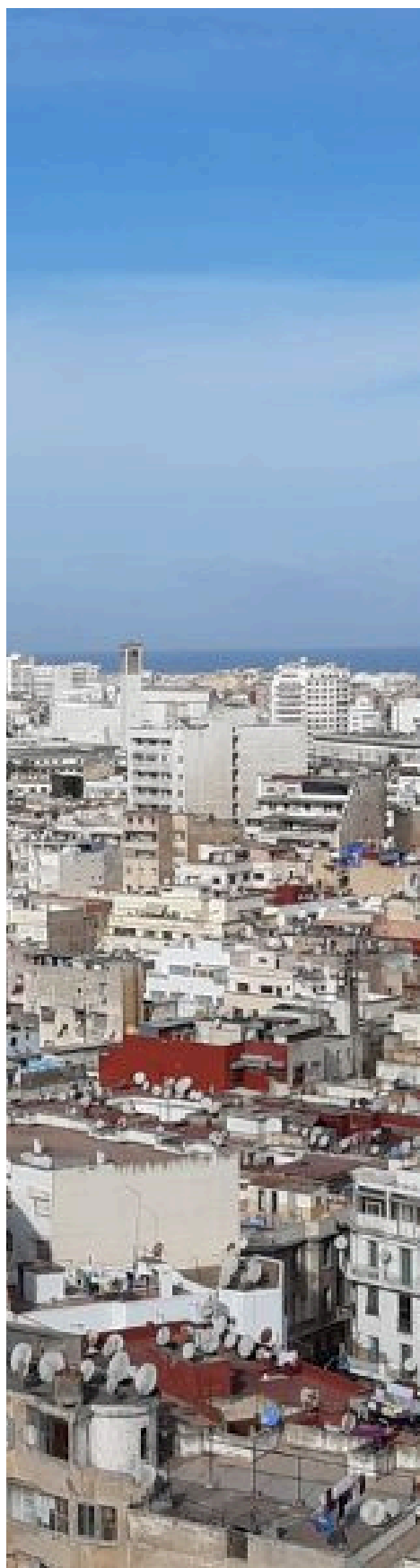
Une urbanisation rapide mais désorganisée

La croissance urbaine accélérée, combinée à une pression démographique élevée, a conduit à la création de zones périphériques où les infrastructures et les services publics sont insuffisants.

Le manque d'accès aux services essentiels (transports, écoles, santé) aggrave la fragilité sociale et freine l'ascension économique des ménages urbains vulnérables.

L'essor des quartiers précaires dans les grandes villes traduit cette dégradation du cadre de vie.

Pauvreté et vulnérabilité : Pourquoi la ville n'est plus un refuge ?



Quelles solutions pour endiguer la précarité urbaine ?

Face à cette montée inquiétante de la vulnérabilité en milieu urbain, plusieurs mesures s'imposent :

Mettre en place un bouclier social pour les classes vulnérables urbaines

Créer un programme d'aides directes pour les ménages à risque de déclassement en ville, afin de compléter les dispositifs existants destinés aux populations rurales.

Développer des filets sociaux ciblés, en s'inspirant des modèles scandinaves, qui ajustent les aides en fonction des revenus et du coût de la vie local.

Favoriser l'accès à un logement abordable

Mettre en place un encadrement des loyers dans les grandes villes pour limiter la spéculation immobilière.

Développer des programmes de logements sociaux mieux intégrés aux centres urbains, évitant ainsi la marginalisation des ménages vulnérables en périphérie.

Renforcer l'accès à l'emploi formel

Encourager les entreprises à offrir des contrats de travail stables grâce à des incitations fiscales.

Développer des programmes de reconversion professionnelle pour adapter les compétences des travailleurs urbains aux nouveaux besoins du marché.

Améliorer l'offre de services publics dans les quartiers défavorisés

Renforcer l'accès aux transports publics à moindre coût pour réduire les inégalités de mobilité.

Accélérer la modernisation des services de santé et d'éducation dans les zones à forte concentration de ménages précaires.

L'idée que la ville protège de la pauvreté est en train de s'effondrer. Les données montrent une montée inquiétante de la vulnérabilité en milieu urbain, transformant les grandes métropoles en zones de précarité croissante.

Sans intervention rapide et efficace, cette évolution pourrait aggraver les tensions sociales, ralentir la consommation et nuire à la stabilité économique du pays. Il est donc urgent de repenser le modèle urbain marocain en intégrant davantage d'inclusion sociale, de régulation économique et de protections adaptées aux nouvelles réalités urbaines.

Revenus des Marocains : Un écart qui se creuse entre riches et pauvres

Si le Maroc a enregistré une progression globale du niveau de vie entre 2014 et 2022, cette croissance ne s'est pas traduite par une amélioration équitable pour l'ensemble de la population. En réalité, les inégalités de revenus se sont creusées, accentuées par la crise du Covid-19 et l'inflation. Les écarts entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches se sont accentués, tandis que la classe moyenne, qui aurait pu jouer un rôle de stabilisateur social, peine à s'affirmer.

Un revenu moyen en progression, mais très inégalement réparti

D'après l'enquête du Haut-Commissariat au Plan (HCP), le revenu annuel moyen des ménages s'élevait à 89 170 DH en 2022, avec un fossé important entre les ménages urbains (103 520 DH) et ruraux (56 047 DH).

Au niveau individuel, le revenu annuel moyen est de 21 949 DH, mais reste 2,1 fois plus élevé en milieu urbain (26 988 DH) qu'en milieu rural (12 862 DH).

Près de 72% des ménages marocains gagnent un revenu inférieur à cette moyenne, et cette proportion grimpe à 85,4% en milieu rural.

Cette situation traduit une concentration des revenus dans une minorité de foyers aisés, au détriment d'une majorité qui peine à suivre le rythme de la hausse du coût de la vie.



Un fossé grandissant entre les riches et les classes populaires

Pourquoi la croissance économique ne profite pas à tous ?

Vers une société polarisée : l'alerte sur les inégalités de revenus

Un creusement des inégalités : les riches s'enrichissent plus vite

L'étude montre que les écarts de progression du niveau de vie sont significatifs entre les différentes couches sociales :

- Les 20% les plus pauvres ont vu leur niveau de vie augmenter de 1,1% par an entre 2014 et 2022, une évolution en trompe-l'œil car cette progression masque un effondrement de -4,6% entre 2019 et 2022.
- Les 20% les plus riches, eux, ont enregistré une hausse de 1,4% par an, avec un ralentissement limité à -1,7% entre 2019 et 2022.
- La classe moyenne, en revanche, a connu une progression plus faible (0,8% par an) et une chute brutale de -4,3% entre 2019 et 2022.

L'indice de Gini, qui mesure les inégalités de revenu, est passé de 39,5% en 2014 à 40,5% en 2022, après une brève amélioration à 38,5% en 2019. Cette évolution confirme que la richesse est de plus en plus concentrée au sommet de la pyramide sociale, laissant une majorité de la population sur le bord du chemin.

Revenus des Marocains : Un écart qui se creuse entre riches et pauvres

Pourquoi cet écart se creuse-t-il ?

Un marché du travail polarisé

- Les secteurs à forte valeur ajoutée (banques, nouvelles technologies, immobilier) offrent des salaires élevés mais restent limités à une élite qualifiée.
- L'informalité touche encore près de 60% des actifs, avec des revenus précaires et non protégés.
- Les salaires minimums n'ont pas suivi l'inflation, comprimant davantage le pouvoir d'achat des travailleurs les plus modestes.

La hausse du coût de la vie touche d'abord les bas revenus

- L'inflation alimentaire et énergétique a un impact proportionnellement plus élevé sur les ménages modestes, qui consacrent déjà 38% de leurs dépenses à l'alimentation.
- Les hausses de prix en logement (+2,4%) et hygiène (+1,2%) réduisent encore leur pouvoir d'achat.

Un accès inégal aux opportunités économiques

- Les transferts publics et privés (retraites, aides sociales, transferts de la diaspora) représentent 21,3% du revenu total des ménages, mais bénéficient davantage aux familles urbaines aisées.
- Les disparités régionales freinent la mobilité sociale : un habitant rural gagne en moyenne deux fois moins qu'un habitant urbain.

Quelles solutions pour réduire ces écarts ?

Face à cette montée des inégalités, des réformes structurelles s'imposent pour garantir une répartition plus équitable des richesses :

Revaloriser les salaires et encadrer l'inflation

- Augmenter le salaire minimum (SMIG et SMAG) en l'indexant sur l'inflation, pour éviter que les ménages modestes ne voient leur pouvoir d'achat se dégrader.
- Encadrer les prix des produits de base, notamment ceux qui représentent une part importante des dépenses des ménages les plus précaires.

Réduire la fiscalité sur les bas et moyens revenus

- Mettre en place une baisse progressive de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes, afin de relancer la consommation.
- Taxer davantage les hauts revenus et les grandes fortunes pour financer des politiques sociales ciblées.

Encourager l'entrepreneuriat et la formation professionnelle

- Faciliter l'accès au crédit pour les entrepreneurs issus de classes moyennes et populaires, afin de diversifier les sources de revenus.
- Développer des formations adaptées aux nouveaux métiers du digital et des énergies renouvelables, secteurs où les salaires sont plus attractifs.

Renforcer les filets sociaux pour les classes vulnérables

- Étendre les allocations familiales et les aides au logement pour limiter l'impact du déclin économique.
- Garantir un accès universel aux services de base (santé, éducation, transport public à coût réduit).

Le creusement des inégalités de revenus au Maroc est une bombe à retardement. Si aucune action corrective n'est mise en place, le pays risque un affaiblissement du pouvoir d'achat généralisé, une érosion de la classe moyenne et une montée des tensions sociales.

La croissance économique ne peut être considérée comme un succès que si elle profite à tous. Le Maroc doit impérativement repenser son modèle de répartition des richesses pour garantir un développement inclusif, et éviter une société de plus en plus polarisée entre une élite aisée et une majorité en difficulté.



Pauvreté multidimensionnelle : Un recul encourageant mais inégal

Un recul global de la pauvreté, mais des régions encore laissées pour compte

Pourquoi certaines populations restent piégées dans la précarité malgré les progrès ?

Pauvreté multidimensionnelle : vers une réduction durable ou un simple répit ?

Un recul net de la pauvreté multidimensionnelle
Pauvreté multidimensionnelle :
Un recul encourageant mais inégal

Si le Maroc a réussi à réduire la pauvreté absolue entre 2014 et 2022, il reste encore d'importantes disparités régionales et sociales qui maintiennent une part de la population dans une situation de précarité persistante.

L'enquête du Haut-Commissariat au Plan (HCP) met en évidence une baisse de la pauvreté multidimensionnelle, notamment en milieu rural, mais souligne aussi des inégalités régionales marquées et une stagnation en milieu urbain.

Quels sont les facteurs expliquant cette évolution et quelles mesures peuvent être mises en place pour éradiquer durablement cette pauvreté ?

La pauvreté multidimensionnelle, qui prend en compte non seulement le revenu, mais aussi l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux infrastructures de base, a considérablement diminué au Maroc entre 2014 et 2022 :

- Au niveau national, la pauvreté multidimensionnelle est passée de 9,1% en 2014 à 5,7% en 2022.
- En milieu rural, la baisse est particulièrement marquée : de 19,4% en 2014 à 11,2% en 2022, signe d'une amélioration des conditions de vie des populations rurales.
- En milieu urbain, en revanche, la tendance est plus contrastée, avec un léger rebond de 2,2% en 2014 à 2,6% en 2022, montrant que la précarité urbaine persiste malgré les efforts de développement.

Toutefois, cette amélioration ne concerne pas toutes les régions de manière équitable. Deux régions concentrent 40% des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle :

- Béni Mellal-Khénifra : 11,6% de la population vit encore dans cette situation.
- Fès-Meknès : 10,4%.

Ces chiffres montrent que les efforts de développement ne bénéficient pas de manière homogène à toutes les populations, et que certaines zones continuent à souffrir d'un manque d'infrastructures et d'opportunités économiques.

Pourquoi ces disparités persistent-elles ?

Un accès inégal aux services publics

Malgré les progrès réalisés, des millions de Marocains n'ont toujours pas accès à des services essentiels :

- Éducation : Dans les zones rurales, l'accès à l'éducation de qualité reste un défi, avec des taux de décrochage élevés au collège et au lycée.
- Santé : L'offre médicale reste insuffisante dans plusieurs régions enclavées, où les infrastructures de santé sont limitées et les distances trop grandes pour un accès rapide aux soins.

Un développement économique concentré sur certaines régions

L'investissement public et privé reste principalement concentré sur les grands pôles urbains et industriels, comme Casablanca, Tanger ou Rabat.

- Les régions de Béni Mellal-Khénifra et Fès-Meknès souffrent d'un manque d'emplois et d'investissements, expliquant leur forte prévalence de pauvreté multidimensionnelle.
- Le secteur agricole, qui emploie une part importante de la population rurale, reste vulnérable aux aléas climatiques et aux faibles rémunérations.
- Une inclusion sociale incomplète. Les programmes sociaux, bien qu'efficaces pour réduire la pauvreté absolue, ne ciblent pas encore assez certaines franges de la population vulnérable.
- Les femmes et les jeunes restent les plus touchés par la précarité en raison d'un accès limité à l'emploi et à l'indépendance économique.

Pauvreté multidimensionnelle : Un recul encourageant mais inégal

Quelles solutions pour éradiquer la pauvreté multidimensionnelle ?

Améliorer l'accès aux infrastructures de base dans les régions enclavées

Accélérer les investissements dans les routes, l'électrification et l'accès à l'eau potable pour améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Renforcer les centres de soins de proximité et le déploiement de médecins généralistes et spécialistes en milieu rural.

Réformer l'éducation et la formation professionnelle

- Investir dans l'éducation rurale en renforçant les internats et le transport scolaire pour limiter le décrochage scolaire.
- Développer des formations professionnelles adaptées aux besoins locaux, pour favoriser l'insertion économique des jeunes et des femmes.

Développer une économie locale durable

- Encourager les industries agroalimentaires et les coopératives locales pour transformer les produits agricoles sur place et créer de la valeur ajoutée.
- Soutenir l'entrepreneuriat social et solidaire pour donner aux populations défavorisées les moyens de développer des activités économiques viables.

Renforcer les politiques sociales ciblées

- Étendre les programmes d'aides aux familles vulnérables avec un meilleur ciblage des ménages à risque.
- Encourager l'inclusion financière des populations précaires en facilitant l'accès au crédit et aux services bancaires de base.

Si le Maroc a réussi à faire reculer la pauvreté multidimensionnelle, le combat est loin d'être terminé. Les disparités régionales et les inégalités d'accès aux services publics montrent qu'il reste encore des millions de Marocains dans une situation de vulnérabilité.

Les prochaines années seront cruciales pour transformer cette amélioration en une victoire durable contre la précarité, grâce à des politiques publiques plus inclusives et mieux ciblées.





Le cabinet britannique Brand Finance a dévoilé l'édition 2025 du Global Soft Power Index, qui concerne les 193 États membres des Nations unies.

Le Maroc a maintenu son classement au 50ème rang des pays les plus influents au monde, en obtenant un score de 40,6 points. Cette année encore, le Royaume maintient sa place en tête des pays maghrébins.

Au niveau international, les États-Unis ont conservé la tête du classement, devant la Chine et le Royaume-Uni.

Brand Finance évolue le soft power en fonction de plusieurs indicateurs de performance, dont les affaires et le commerce, la gouvernance, les relations internationales, le patrimoine culturel, les médias et la communication, ou encore l'éducation et les sciences.



Vivo Energy Maroc et Royal Air Maroc ont lancé, jeudi, le premier vol reliant le Maroc et l'Europe, neutre en carbone et avitaillé en carburant d'aviation durable (Sustainable Aviation Fuels-SAF).

Il s'agit du vol Marrakech-Paris, opéré par un avion de type Boeing 737 NG transportant 151 passagers, qui a été réalisé par la compagnie aérienne marocaine.

Cette initiative souligne l'engagement des deux entreprises en faveur d'une aviation plus durable au Maroc, tout en contribuant à un tourisme plus responsable alors que le Royaume est devenu la destination touristique préférée en Afrique



Bank Al-Maghrib a annoncé le lancement, à partir du 19 février 2025, du marché à terme interbancaire des swaps de change et des swaps de taux au jour le jour (OIS) indexés sur le MONIA (Moroccan Overnight Index Average).

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'approfondissement du marché de change, initié par Bank Al-Maghrib depuis 2018.

La cotation des titres de capital de la société TGCC est suspendue à partir de ce mercredi, annonce la Bourse de Casablanca.

« Suite à la demande de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), la cotation des titres de capital de la société TGCC est suspendue à partir de ce mercredi, et ce en attente de publication d'informations importantes », indique la Bourse dans un avis publié sur son site.

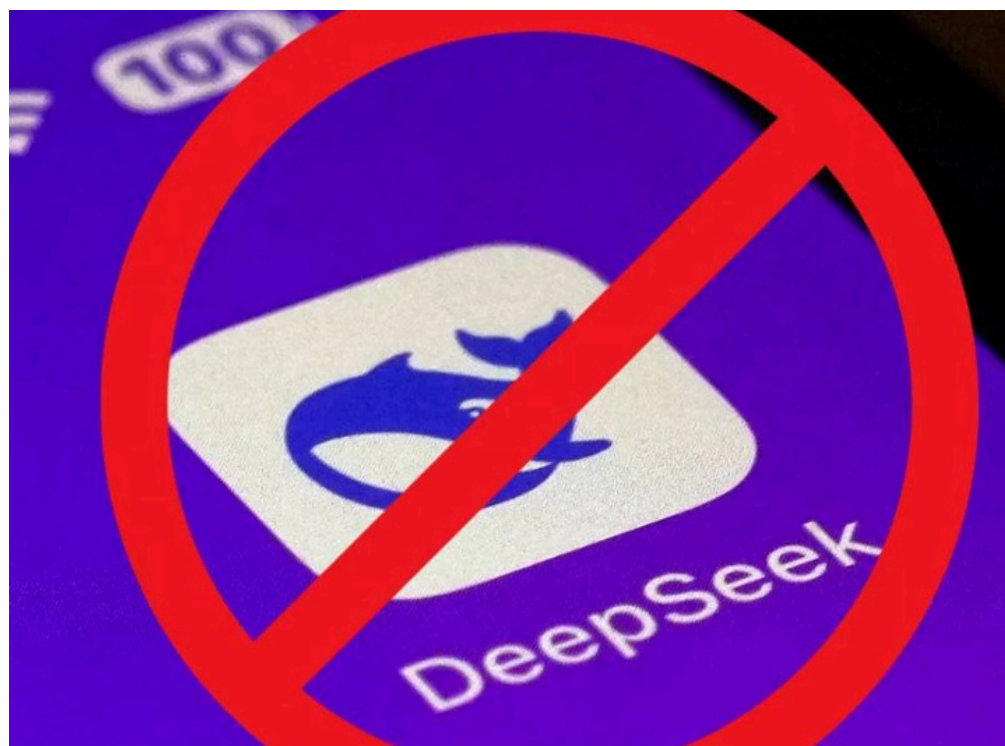
TGCC a annoncé avoir conclu un accord portant sur l'acquisition par TGCC de 60% du capital de la Société de Travaux Agricoles Marocains (STAM), actionnaire à hauteur de 55% de VIAS SA, auprès de ses actionnaires historiques



Le groupe Akdital a annoncé l'acquisition de Polyclinique Laâyoune et Al Hikma Medical Center dans la même ville.

Al Hikma Medical Center est un établissement de santé multidisciplinaire doté d'une capacité de 76 lits, proposant une prise en charge complète avec des consultations médicales, des analyses, des examens radiologiques et tout type d'actes chirurgicaux.

La Polyclinique Laâyoune est un établissement privé multidisciplinaire d'une capacité de 240 lits qui offre une gamme complète de services en cardiologie, oncologie, neurologie, pédiatrie, gynécologie-obstétrique, chirurgie orthopédique et médecine interne



DeepSeek : l'IA chinoise qui fait trembler l'Occident

Un bannissement en cascade : qui a peur de DeepSeek ?

**Pourquoi l'Italie, Taïwan et les États-Unis ont bloqué DeepSeek
Cyberrisques et surveillance : DeepSeek, un cheval de Troie chinois ?
Quelle stratégie pour le Maroc face à cette IA controversée ?**

L'irruption de DeepSeek R1, chatbot développé par une start-up chinoise, secoue l'échiquier technologique mondial. Concurrençant les leaders américains pour un coût bien moindre, ce système pose un dilemme stratégique majeur : simple prouesse technologique ou menace pour la cybersécurité globale ?

Le premier coup de semonce est venu d'Italie, qui a bloqué l'accès à DeepSeek sur son territoire, à l'instar des restrictions qu'elle avait temporairement imposées à ChatGPT en 2023 pour des raisons de confidentialité. Puis, Taïwan a enchaîné en interdisant son usage dans les infrastructures stratégiques et pour les fonctionnaires, invoquant des risques pour la sécurité nationale.

L'Australie et la Corée du Sud ont rapidement suivi. Plusieurs ministères sud-coréens, dont celui en charge des relations avec Pyongyang, ont interdit DeepSeek sur leurs réseaux, élargissant même cette interdiction aux ordinateurs militaires. Signe d'une inquiétude grandissante, les autorités sud-coréennes ont exigé le retrait du chatbot des magasins d'applications locaux le temps d'évaluer son impact en matière de protection des données.

Aux États-Unis, la méfiance est à son comble. Un projet de loi vise à interdire DeepSeek sur les appareils gouvernementaux, certains responsables politiques le dépeignant comme un outil potentiellement inféodé au Parti communiste chinois.

Cyberrisques et suspicions : un contrôle chinois sur les données ?

Ce qui effraie tant les gouvernements, c'est la politique chinoise en matière de surveillance. En vertu des lois locales, les entreprises chinoises sont tenues de fournir les données utilisateur aux autorités sur simple demande. Si DeepSeek applique des conditions d'utilisation similaires à celles d'OpenAI, son statut chinois suscite des craintes accrues.

L'exemple des « frappes au clavier » est révélateur : DeepSeek collecterait des données sur les interactions des utilisateurs avec leur clavier, une méthode de suivi intrusive qui alimente les soupçons de surveillance de masse.

Pour autant, d'autres experts relativisent cette panique. « Aucune grande entreprise tech n'est totalement neutre », rappelle Vladimir Tikhonov, spécialiste en études coréennes. Google aussi collecte massivement des données, et il serait naïf de croire qu'elles ne sont jamais partagées avec des agences gouvernementales.

La montée en puissance de DeepSeek n'est pas le fruit du hasard. La Chine a massivement investi dans la recherche en intelligence artificielle, se classant aujourd'hui au deuxième rang mondial en dépenses en R&D, juste derrière les États-Unis.

DeepSeek : l'IA chinoise qui fait trembler l'Occident

Un bannissement en cascade : qui a peur de DeepSeek ?

Pourquoi l'Italie, Taïwan et les États-Unis ont bloqué DeepSeek
Cyberrisques et surveillance : DeepSeek, un cheval de Troie chinois ?
Quelle stratégie pour le Maroc face à cette IA controversée ?

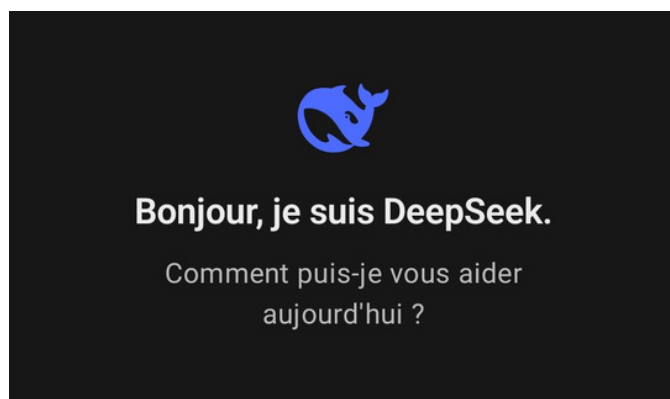
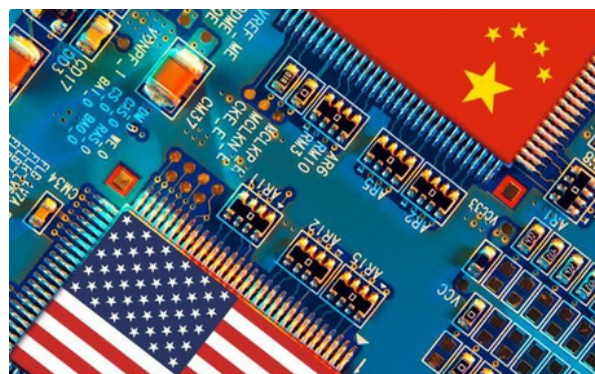
Un détail troublant révèle l'ampleur du défi : DeepSeek fonctionne avec des puces H800, déjà obsolètes face aux derniers semi-conducteurs américains. Pourtant, les résultats qu'il affiche rivalisent avec ceux des IA les plus avancées. Cela suggère que l'optimisation logicielle pourrait supplanter la course à la puissance matérielle, un bouleversement qui inquiète l'industrie des semi-conducteurs dominée par Taïwan et la Corée du Sud.

Pékin, de son côté, dénonce une nouvelle politisation des technologies et rejette les accusations de contrôle sur les entreprises privées. Mais le vent de panique international montre que l'Occident prend très au sérieux cette avancée chinoise.

Le Maroc face au défi DeepSeek : interdire ou encadrer ?

Pour le Maroc, la question n'est pas encore tranchée. Va-t-il suivre les précautions de ses partenaires occidentaux et restreindre DeepSeek, ou au contraire s'ouvrir à cette technologie en prenant des mesures de surveillance renforcées ?

Dans un contexte où l'IA devient un enjeu économique et stratégique majeur, la réaction marocaine pourrait donner un signal fort sur sa posture vis-à-vis des géants technologiques chinois. Rester neutre ou prendre position ? Une chose est sûre : l'arrivée de DeepSeek ne laissera personne indifférent.



Agenz.ma lance ZAINA : Le nouvel agent immobilier IA avec une dose d'humour !

Le paysage immobilier marocain entre dans une nouvelle ère avec le lancement de ZAINA, le premier agent immobilier piloté par l'intelligence artificielle, dévoilé par Agenz.ma.

Cette initiative novatrice représente une avancée majeure dans l'intégration des technologies modernes au sein du secteur immobilier, plaçant le Maroc à l'avant-garde de la transformation numérique dans la région MENA.

En alliant innovation et tradition, ZAINA n'est pas seulement un outil, mais un véritable partenaire pour les acheteurs, vendeurs et locataires.



Le futur de l'immobilier au Maroc :

Dans un contexte où la demande pour des solutions efficaces et précises ne cesse d'augmenter, ZAINA se positionne comme une réponse pertinente aux attentes du marché. Grâce à des algorithmes avancés, cet agent virtuel offre une assistance personnalisée et instantanée via WhatsApp, facilitant ainsi les transactions immobilières. Les utilisateurs peuvent poser des questions, recevoir des propositions adaptées à leurs besoins, et même programmer des visites en un clin d'œil. ZAINA se distingue également par sa capacité à apporter une touche d'humour, rendant l'expérience utilisateur encore plus agréable.

L'accessibilité est au cœur de la mission d'Agenz.ma. ZAINA est conçu pour être multilingue, maîtrisant non seulement l'arabe standard, mais aussi le darja, le dialecte local. Cela garantit que tous les Marocains, indépendamment de leur niveau de langue, peuvent profiter de ces services innovants. En démocratisant l'accès à l'immobilier, ZAINA marque un tournant décisif pour le secteur au Maroc.



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

AIRBAGS DÉFECTUEUX : CITROËN, VOLKSWAGEN ET NISSAN AU CŒUR D'UN SCANDALE

**Des millions
de
conducteurs
en danger et
silence radio
au Maroc !**



Le scandale des airbags Takata continue de semer l'inquiétude parmi les automobilistes, et cette fois-ci, c'est Citroën qui attire l'attention.

L'entreprise a récemment lancé un appel à près de 237 000 propriétaires de modèles C3 et DS3 dans le nord de la France, leur demandant d'immobiliser leurs véhicules en raison de risques liés à des airbags défectueux.

Ce problème, bien plus vaste qu'il n'y paraît, touche également d'autres grands noms de l'automobile.

En effet, des marques telles que Volkswagen, Nissan, BMW et Toyota sont également concernées par des rappels massifs.

Une liste publiée par le ministère de la Transition écologique révèle que pas moins de 30 marques sont affectées par ces défauts, avec des rappels déjà en cours ou prévus.

Parmi les modèles en danger figurent des Audi A3, A4 et Q5, ainsi que diverses séries de BMW, Citroën et d'autres constructeurs comme Ford et Mercedes.

La raison de ces rappels est alarmante : les airbags Takata peuvent se déclencher de manière imprévisible et violente, projetant des fragments de métal qui peuvent causer des blessures graves, voire mortelles. Des décès ont déjà été signalés, en particulier dans des régions où les conditions climatiques accélèrent la dégradation des composants.

Pour les propriétaires de véhicules concernés, il est crucial de consulter le site du ministère pour vérifier si leur voiture est affectée et de planifier une réparation rapidement.

Évolution du Niveau de Vie au Maroc : Enjeux, Inégalités et Impact des Lois de Finances 2024-2025

L'enquête du Haut-Commissariat au Plan (HCP) sur le niveau de vie des ménages pour la période 2022-2023 met en lumière des tendances importantes qui interrogent sur l'évolution des conditions socio-économiques des Marocains. Bien que des progrès aient été réalisés dans plusieurs domaines, la crise du Covid-19 et l'inflation récente ont laissé des traces profondes. L'analyse de ces chiffres, combinée à la prise en compte des mesures des lois de finances 2024 et 2025, permet d'identifier des leviers d'action pour une meilleure inclusion économique.

1. Un niveau de vie en hausse, mais des inégalités qui se creusent

Malgré une augmentation de la dépense annuelle moyenne des ménages, les inégalités se sont aggravées, comme en témoigne l'indice de Gini passant de 39,5% en 2014 à 40,5% en 2022. La classe moyenne semble être la plus touchée, enregistrant une croissance plus lente de son niveau de vie comparativement aux couches les plus pauvres et les plus riches.

Recommandations :

- Instaurer une fiscalité plus progressive pour limiter les inégalités de revenus.
- Encourager des politiques de redistribution ciblées, notamment par le renforcement des aides sociales et des subventions aux classes moyennes.

2. Des dépenses réorientées vers les besoins essentiels

Les ménages consacrent une part croissante de leur budget à l'alimentation (38,2% en 2022) et au logement/énergie (25,4%), au détriment des loisirs et de la culture, dont la part a chuté de 1,9% à 0,5%. Cela traduit une pression économique croissante et un arbitrage contraint entre consommation et qualité de vie.

Recommandations :

- Réduire la pression sur le pouvoir d'achat par des mesures de soutien ciblées, notamment sur les produits de base et l'énergie.
- Encourager le développement de services culturels et de loisirs à bas coût pour éviter une fracture sociale accrue.



3. Une pauvreté en recul, mais une vulnérabilité en hausse

Si la pauvreté absolue a diminué, la vulnérabilité économique a nettement augmenté, passant de 7,3% en 2019 à 12,9% en 2022. Ce phénomène touche de plus en plus le milieu urbain, où la part des personnes vulnérables est passée de 7,9% à 9,5% en huit ans.

Recommandations :

- Accélérer la mise en place de mécanismes de protection sociale efficaces pour prévenir la bascule vers la pauvreté.
- Promouvoir l'emploi stable et les formations professionnelles adaptées aux besoins du marché.

4. Un revenu moyen marqué par des disparités urbain-rural

Le revenu annuel moyen par ménage reste largement inégalitaire : 103 520 DH en ville contre 56 047 DH en milieu rural. De plus, 72% des ménages ont un revenu inférieur à cette moyenne, un chiffre qui grimpe à 85% en milieu rural.

Recommandations :

- Favoriser l'investissement et l'industrialisation dans les zones rurales pour générer plus d'emplois locaux.
- Réduire la fracture territoriale par un meilleur accès aux infrastructures et services publics.

Évolution du Niveau de Vie au Maroc : Enjeux, Inégalités et Impact des Lois de Finances 2024-2025

5. Une baisse de la pauvreté multidimensionnelle, mais des régions encore touchées

Certaines régions comme Béni Mellal-Khénifra (11,6%) et Fès-Meknès (10,4%) restent marquées par la pauvreté multidimensionnelle, concentrant à elles seules 40% des populations en situation de précarité.

Recommandations :

- Mettre en place des stratégies de développement régional adaptées aux spécificités locales.
- Renforcer l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour réduire la pauvreté à long terme.

Impact des lois de finances 2024 et 2025

Il est essentiel de prendre en compte les mesures des lois de finances 2024 et 2025 pour avoir une vision complète de l'évolution du niveau de vie des ménages marocains. Ces mesures auront un impact positif sur le coût de la vie et le pouvoir d'achat :

Mesures de la loi de finances 2024

- Réduction de la TVA sur les médicaments et les produits alimentaires de première nécessité.

Mesures de la loi de finances 2025

- Exonération d'impôt sur les revenus mensuels inférieurs à 6 000 DH : Cette mesure devrait bénéficier aux ménages à revenus modestes, augmentant ainsi leur revenu
- Un Accord entre le gouvernement, les syndicats et le patronat a été signé ce lundi 29 avril 2024, dans le cadre du dialogue social. Principale mesure: une hausse, de 10% du salaire minimum dans le secteur privé. Les fonctionnaires du secteur public bénéficient, eux, d'une revalorisation de 1.000 dirhams, là encore en deux tranches, de leur salaire.

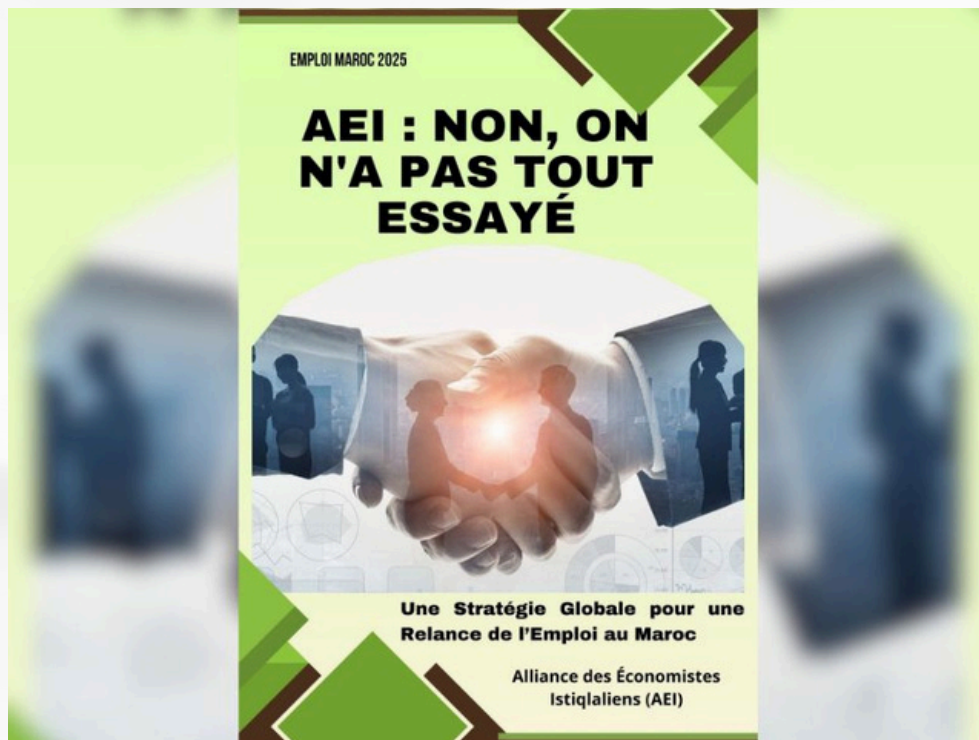
Ces augmentations salariales contribueront également à améliorer le pouvoir d'achat des ménages concernés.

- Augmentation de la déduction pour charges familiales (+38 %, soit 500 DH/personne à charge).
 - Révision du plafond des bons de repas des salariés de 30 DH à 40 DH/jour.
 - Exonération de la TVA et des droits d'importation sur des produits essentiels comme la viande, le riz et l'huile pour stabiliser les prix.
 - Soutien accru aux populations vulnérables :
- Des aides sociales directes bénéficieront à 4 millions de familles, avec un budget de 37 milliards de dirhams en 2025 (+2 milliards de dirhams par rapport à 2024).

Les résultats de l'enquête du HCP montrent un Maroc en mutation, où les progrès réalisés en matière de niveau de vie s'accompagnent de nouvelles formes de vulnérabilité et d'inégalités. Face à ces défis, des politiques publiques adaptées, axées sur la justice sociale et la réduction des inégalités, ainsi que les mesures prises dans le cadre des lois de finances 2024 et 2025, s'imposent comme des priorités pour garantir un développement économique inclusif et durable.

Abdelghani El Arrasse

AEI : non on n'a pas tout essayé : Une stratégie globale pour une relance de l'emploi au Maroc



Créer massivement des emplois :
une équation à 10 solutions pour le Maroc
Emploi, investissement, formation...

Un plan d'action pour transformer l'économie marocaine
Sortir du chômage de masse : quelles réformes urgentes pour le
Maroc ?



SCAN ME

@lodjmaroc





**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME